

Géopolitique d'une Syrie à reconstruire

Jean-François Fiorina s'entretient avec Frédéric Pichon

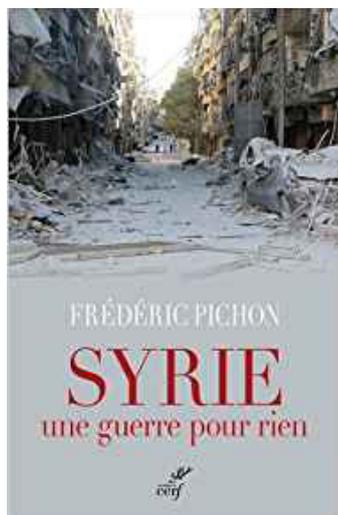


Frédéric Pichon : Damas veut diversifier ses partenaires pour ne pas être totalement dépendant de ses voisins ou de l'Asie. Politiquement et stratégiquement, il y a toujours une attente vis-à-vis de Paris.

Les feux de l'actualité se braquent volontiers sur les pays en guerre. Une fois la paix revenue, il faut songer à reconstruire. Un processus plus technique et moins médiatique, mais d'une importance capitale car il dessine les contours géopolitiques de demain.

La guerre de Syrie a fait en sept ans 350.000 morts et causé le déplacement de 11 millions de personnes. Comment aujourd'hui rebâtir un pays en ruines, dans un contexte fortement internationalisé ? Quel rôle entendent jouer les puissances émergentes ? Et l'Europe ? Et la France ?... Universitaire, spécialiste de la Syrie, Frédéric Pichon est aussi un homme d'action qui accompagne des entreprises pour participer à ce gigantesque chantier de reconstruction estimée par la Banque mondiale à 300 milliards de dollars.

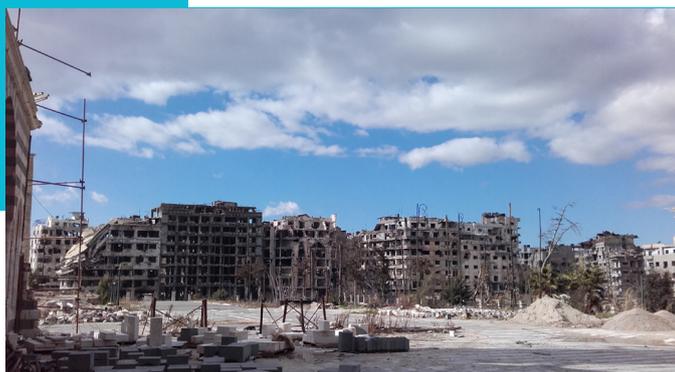
Vous venez de coordonner un numéro spécial des Cahiers de l'Orient, Syrie - A chacun sa part (n°131, juin 2018), après avoir publié l'an passé Syrie, une guerre pour rien (Le Cerf). Où en est la Syrie après 7 ans de conflit ? Comment évaluer les dégâts causés, non seulement en termes économiques et financiers, mais aussi et bien sûr humains ?



La Banque Mondiale estime à plus de 300 milliards de dollars le coût de la reconstruction du pays pour retrouver le niveau d'avant 2011, dont 227 milliards de perte de PIB, alors que la valeur de la destruction du capital fixe et des infrastructures est estimée, elle, à 100 milliards de dollars. Les destructions ont beaucoup affecté les infrastructures car il s'est agi pour la rébellion comme pour le gouvernement, de priver le camp adverse des moyens de survivre : outre les bombardements ou offensives purement militaires, ce sont les routes, centrales et lignes électriques, raffineries et zones industrielles qui ont été rendues inutilisables ou démontées. La tactique a plutôt joué en faveur de Damas dont la ligne stratégique a été très politique en fait : il ne peut y avoir d'autre autorité (et donc de services à la population) que celle du pouvoir central. Un pouvoir central qui a continué à fournir, au prix d'incroyables acrobaties, un semblant de continuité de services (notamment en électricité et en carburants) aux zones qu'il contrôlait... tout en continuant de payer le traitement des fonctionnaires dans les zones rebelles !

Ce qui est plus difficilement quantifiable, c'est évidemment la déperdition de capital humain qu'a entraîné le conflit : il faut rappeler que près de la moitié de la population syrienne est aujourd'hui déplacée ou réfugiée, soit au total près de 11 millions de personnes sur une population avant-guerre de 23 millions. Avec des conséquences sociales et éducationnelles graves, puisque ce sont ainsi des générations d'enfants qui n'ont connu que la guerre. La Syrie a vu son économie s'écrouler, son niveau sanitaire – l'un des meilleurs de la région avant la guerre – se dégrader de façon vertigineuse, ses

diplômés partir au loin... Du point de vue politique, la dissémination de l'outil militaire auprès des milices locales d'autodéfense, des armées et groupes armés étrangers a considérablement affaibli la verticale du pouvoir. Dans une telle configuration, on comprend bien que le retour à la normale prendra des années.



Pour vous qui vous rendez très régulièrement sur place, quels sont les domaines prioritaires en matière de reconstruction ?

Energie et bâtiment s'imposent comme les secteurs-clés sur lesquels la Syrie a déjà commencé de concentrer ses efforts. L'énergie est primordiale bien sûr : beaucoup de centrales ont été endommagées ou tout simplement ne fonctionnent plus, faute de pièces détachées ou de personnel de maintenance. Cela fait partie des premières urgences. L'électricité s'est révélée facile à restaurer, mais la production pose encore un problème. Les municipalités de Homs et d'Alep ont réparé rapidement leurs réseaux électriques respectifs, mais la production est passée de 43 gigawatts en 2010 à 16 en 2015. Après avoir finalement repris

les champs de gaz et de pétrole de l'État islamique, dont la plupart ne fonctionnent pas, l'État doit redémarrer la production et réparer les centrales thermiques endommagées. Le pétrole, qui représentait environ 27% de l'économie d'avant-guerre, est tombé à des niveaux négligeables, alors que le PIB total a chuté de 63%. Mentionnons également le marché de l'eau (fourniture et assainissement) qui est bien sûr crucial dans la perspective d'un retour à la normale.

Comment la France est-elle perçue dans ce contexte ? Quel rôle peut-elle jouer dans le processus de reconstruction ? Qui se positionne actuellement sur ce marché et pourquoi observe-t-on une certaine frilosité de la part des Européens ?

L'Union européenne avait déclaré en avril 2017, lors d'une conférence à Bruxelles, qu'elle serait prête à participer à la reconstruction de la Syrie seulement s'il existait une transition politique "réelle, inclusive et complète" fondée sur la Résolution 2254 et la déclaration de Genève. Néanmoins, l'Union Européenne précisait qu'elle pourrait examiner les sanctions imposées après 2011, engager alors la reprise de la coopération avec les autorités de transition et fournir des fonds pour soutenir la revitalisation et la reconstruction après les conflits. Cette vision avait été élaborée à partir d'un document préparé par le Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, Federica Mogherini, liant la reconstruction de la Syrie au début d'une transition politique. A l'époque, la ligne politique retenue stipulait qu'il serait impossible pour les investisseurs du secteur privé ou pour les institutions internationales d'offrir une aide quelconque avant cette étape. Le document ajoutait que la reconstruction devait s'effectuer de la base vers le haut, condition essentielle de la réussite du processus et ceci afin d'éviter la corruption et l'inefficacité. Dans ce contexte, l'Union Européenne était prête à offrir sa participation à la fois pour une stabilisation rapide - dans la période suivant immédiatement la fin du conflit - et la reconstruction à long terme pour soutenir le travail des institutions syriennes. Depuis, plusieurs événements sont intervenus, en particulier l'attaque chimique présumée de Khan Sheikoun en 2017 et surtout en mai 2018, le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien, qui est venu tétaniser les Européens.

Officiellement, la France a déclaré ne pas vouloir financer la reconstruction syrienne. Ces blocages pour le moment demeurent, notamment parce que la France ou les Etats-Unis n'entendent pas donner un blanc-seing aux financements institutionnels (Banque Mondiale, Union Européenne) sans préalable politique, c'est-à-dire un départ de Bachar el Assad. Du côté de l'Union européenne, la position des Etats-membres reste fluctuante, dans la mesure où le financement d'une partie de la reconstruction est vu comme susceptible de tarir le flot des réfugiés, qui est devenu, en particulier en Europe centrale et orientale, un problème politique majeur.

Ainsi, l'Allemagne, par la voix de son ministre des Affaires Etrangères Heiko Mass, s'est récemment prononcée pour une aide à la reconstruction : Berlin craint le regroupement familial pour les réfugiés syriens et veut accélérer leur retour, au prix d'une partie de la reconstruction de la Syrie. Le ministre des Affaires Etrangères de Pologne s'est rendu à Damas en août dernier pour explorer les possibilités de retour des réfugiés, promettant de financer un projet pilote pour 100 familles "dans un lieu choisi par l'Etat

Du côté de l'Union européenne, la position des Etats-membres reste fluctuante, dans la mesure où le financement d'une partie de la reconstruction est vu comme susceptible de tarir le flot de réfugiés, qui est devenu, en particulier en Europe centrale et orientale, un problème politique majeur.

syrien". L'été dernier, La France a envoyé 50 tonnes d'aide humanitaire à Damas, en zone loyaliste, aide qui a été distribuée par les Russes. De même, la République Tchèque a maintenu son ambassade ouverte à Damas, à l'instar de la Roumanie.

Vous insistez beaucoup dans vos analyses récentes sur le rôle joué par certains pays émergents qui s'introduisent dans le jeu syrien. Quels sont-ils ? En quoi leur action est-elle à même de peser sur l'action des entreprises françaises ?

Au bout du compte, ce sont principalement des entreprises de pays émergents qui se positionnent sur le marché syrien.

Au bout du compte, ce sont principalement des entreprises de pays émergents qui se positionnent sur le marché syrien : entreprises russes ou iraniennes dans le domaine du ferroviaire, du pétrole et du gaz, de l'extraction minière (phosphates), du BTP. Mais globalement, les financements font tellement défaut que la Chine, par exemple, n'a pas encore décidé de s'impliquer sur ce dossier. Les entreprises chinoises ont quasiment toutes quitté le pays, ce qui n'est pas surprenant au vu de la situation sécuritaire, en particulier les entreprises pétrolières qui opéraient dans des régions qui étaient aux mains de l'État islamique et aujourd'hui pour la plupart aux mains des Kurdes du PYD. Politiquement, Pékin a attendu l'année dernière pour nommer un représentant spécial pour la Syrie et reste largement absent des discussions politiques. Même pour ce qui porte sur le volet humanitaire, les contributions financières se révèlent être fort modestes. Alors que les entreprises iraniennes et russes commencent déjà à capitaliser sur le soutien de leurs gouvernements respectifs au régime pour accaparer les principaux actifs syriens (phosphate, pétrole et gaz, téléphonie mobile, etc.), le gouvernement aimerait attirer les Chinois, et ce pour deux raisons. Premièrement, contrairement à la Russie et l'Iran qui n'ont pas les moyens de financer la reconstruction, la Chine regorge de cash et a déjà pris l'initiative d'investir massivement dans de nombreux pays émergents – comme c'est le cas très clairement en Afrique – en particulier dans les infrastructures, domaine où Damas a d'impérieux besoin. Sous cet angle, il est patent que la Nouvelle Route de la Soie pourrait faire de Tartous et de Lattaquié une porte d'entrée des produits chinois pour la Méditerranée. De plus, de nombreuses entreprises chinoises ont une vraie expérience de déploiement – avec succès et rapidité – de leurs activités à l'international, ce qui n'est pas le cas des entreprises russes et iraniennes.



En ce qui concerne plus particulièrement notre pays, on observe que de nombreuses PME françaises ont déjà exprimé leur désir de mettre un pied dans la porte. En dépit d'évidentes frictions politiques, les entreprises françaises ne se trouvent pas exclues *a priori*, les Syriens à cet égard faisant bien la différence entre les entreprises et le gouvernement, d'autant que certains savoir-faire français sont appréciés, surtout quand ils se révèlent être innovants. Enfin, Damas a besoin de pouvoir diversifier les acteurs afin de ne pas être totalement dépendant de ses voisins ou encore de l'Asie. Politiquement et stratégiquement, il y a aussi, qu'on le veuille ou non, toujours une attente vis-à-vis de Paris. Renouer des liens, même ténus, par le biais des entreprises, cela fait partie de la relation schizophrénique qu'entretiennent les deux pays depuis toujours.

De gigantesques projets sont ou vont être engagés pour la reconstruction de la Syrie. Quels sont les circuits de financement ? Comment les entreprises françaises doivent-elles se positionner pour obtenir ces financements ? Quels écueils juridiques peuvent surgir ?

Pour l'instant, il n'y a pas de financement institutionnel international, type Banque Mondiale ou autre. Il faudra attendre que soient levées les fortes pressions qui pèsent sur ces institutions, notamment de la part de l'administration Trump qui veut à tout prix éviter qu'elles ne financent indirectement l'Iran. Mais du côté européen, les choses semblent indiscutablement évoluer. En réalité, actuellement, on ne peut compter que sur des financements locaux. De fait, ils existent. Et c'est là l'une des grandes surprises des observateurs en Syrie en ce moment : les projets sortent de terre à une vitesse étonnante, en particulier dans le domaine de la construction. Signe qu'il y a de l'argent qui a besoin d'être réinvesti rapidement... La diaspora syrienne, très importante en particulier dans les pays du Golfe est l'une des principales clés d'explication de l'existence de financement domestique et ce, quelles qu'aient pu être les positions de ces émigrés syriens au cours du conflit. Beaucoup d'entre eux, hostiles à Damas pourtant, passent par des hommes de paille pour investir en Syrie. Le ministre des Affaires étrangères Walid el Moallem l'a d'ailleurs déclaré : le pays compte sur l'argent des expatriés. Ensuite pour ce qui est des circuits, il faut toujours garder à l'esprit que la place financière de Beyrouth est toute proche et qu'elle assure déjà d'excellentes prestations de "back office" pour de nombreuses entreprises.

Quelle est la marge de manœuvre pour les entreprises dans un environnement contraint par la réglementation (sanctions) et le dollar ? Avec qui négocier et traiter ?

Tout se passe comme si la Syrie nouvelle coïncidait presque avec le projet politique des années 2000, celui d'une Syrie plus urbaine, littorale, ancrée dans la mondialisation. La capacité de résilience des Syriens s'affirme ainsi dans la guerre comme dans la paix. Ce qui constitue indéniablement un beau message d'espoir - du moins pour ceux qui n'ont pas quitté définitivement le pays...

Le niveau de transparence dans le monde des affaires en Syrie était déjà relativement médiocre avant le conflit, le temps n'a bien sûr pas arrangé les choses... Comme pour d'autres pays de la région, il est avant tout impératif d'identifier les bons interlocuteurs et de nouer des relations quasi-familiales avec eux. Ce préalable établi, il est ensuite possible de garantir une certaine sécurité, pour ne pas dire sérénité, pour les entreprises qui souhaitent travailler sur place. Les garanties premières portent essentiellement sur la liberté de déplacement et l'absence de commission occulte (voire de racket). Car le climat qui accompagne le processus de reconstruction suscite évidemment une certaine effervescence. Des intermédiaires, ou parfois de simples hommes de paille, promettent l'eldorado et cela peut très mal se terminer. Raison pour laquelle il faut soigner la mise au point des *due diligences* et établir comme socle de toute action une cartographie sérieuse et soigneusement bordée des interlocuteurs et des dirigeants concernés.

Pourtant et contrairement à ce que l'on pourrait croire de prime abord, dans de nombreux secteurs, il n'y a pas de régime de sanctions spécifiques pour les entreprises opérant en Syrie. Dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, certaines sanctions sont ainsi en train d'être levées, suite aux pressions de l'ONU. La seule barrière et menace sérieuse réside en l'application rigoureuse du principe de l'extraterritorialité du droit américain. Cela n'est sans doute pas forcément un problème pour de nombreuses PME, mais constitue en revanche un paramètre indéniablement rédhibitoire pour les grands groupes, qui ne peuvent en aucun cas se couper du marché américain.

Quelle Syrie a l'air de se dessiner au vu des projets que vous avez recensés et constatés de visu ?

C'est vraiment assez spectaculaire. En juillet dernier, j'ai pu constater à Douma (Ghouta orientale) que la route, coupée pendant 6 ans, avait été réasphaltée et que la démolition des quartiers ravagés par la guerre avait commencé. Des dizaines de camions et de bulldozers s'affairaient. Un tel chantier fait directement suite à un décret pris au printemps dernier qui vise à ce que chaque habitant justifie de ses titres d'occupation du foncier. Car il faut savoir que la Syrie, comme nombre de pays en voie de développement, a connu un exode rural intense ces dernières années et qu'une

bonne partie du bâti des banlieues des principales agglomérations avant-guerre était illégal. Ce sont ces zones d'habitat informel qui ont à peu près partout fourni les gros bataillons de la révolution qui s'est muée en rébellion. Une grande partie de ces habitants d'ailleurs n'habitent plus ces quartiers : ils sont pour beaucoup soit à Idlib, soit réfugiés à l'étranger. Une fois rasés, ces quartiers seront lotis afin de loger des loyalistes et une partie de la classe moyenne qui est restée fidèle au régime.

La sociologie des territoires urbains est donc d'ores et déjà fondamentalement modifiée : dorénavant, Damas pense très clairement sa politique urbaine en fonction des leçons tirées du conflit. Ce qui explique, comme nous l'évoquons plus haut, une particulière attention donnée à l'énergie, avec des appels à projet dans le solaire et le renouvelable. Ainsi, depuis déjà un an, un consortium européen a commencé les travaux d'une nouvelle centrale électrique à Deir Ali, près de Damas. Récemment aussi, la première centrale fonctionnant à l'énergie solaire a vu le jour près de Daraya, avec un potentiel de 1,26 megawatts. Et apparemment, les plans d'urbanisme dans la périphérie de Damas sont prêts depuis longtemps : ils ont tous en commun l'exigence d'un habitat moins dense et plus autonome du point de vue énergétique. Aussi étonnant que cela paraisse, il y a ainsi une vraie réflexion engagée sur le *smart grid* chez les dirigeants syriens.

Bref, tout se passe comme si la Syrie nouvelle coïncidait presque avec le projet politique des années 2000, celui d'une Syrie plus urbaine, littorale, ancrée dans la mondialisation. La capacité de résilience des Syriens s'affirme ainsi dans la guerre comme dans la paix. Ce qui constitue indéniablement un beau message d'espoir - du moins pour ceux qui n'ont pas quitté définitivement le pays... ■



Frédéric Pichon

Diplômé de Sciences-Po Paris et titulaire d'un doctorat d'histoire du monde arabe contemporain, Frédéric Pichon enseigne la géopolitique en classes préparatoires commerciales et intervient régulièrement devant les officiers stagiaires de l'Ecole de guerre. Ancien boursier de l'Institut Français du Proche-Orient (Damas, Beyrouth), il est l'auteur d'une thèse de doctorat sur la Syrie (2009) et a été qualifié aux fonctions de maître de conférences (section 22).

Frédéric Pichon a vécu et enseigné à Beyrouth, et il séjourne régulièrement au Proche-Orient depuis quinze ans, en particulier en Syrie. Il est l'un des rares universitaires français à se rendre régulièrement dans les zones gouvernementales syriennes depuis le déclenchement du conflit. Auteur de plusieurs ouvrages et rapports, il a été auditionné sur l'épineuse question du conflit syrien par des institutions internationales comme le Conseil de l'Europe ou l'Unesco.

Dès le début du conflit syrien, il a été également l'un des rares spécialistes à avoir prévu dans ses

analyses, de la forte capacité de résilience du régime syrien, tout en pointant simultanément les ambiguïtés, voire les contradictions, de la politique française sur le dossier.



Arabisant, fin connaisseur de la culture et des dynamiques du monde arabo-musulman, il a également tiré très tôt la sonnette d'alarme quant à la dérive fondamentaliste et djihadiste de la rébellion, et mis en relief le jeu trouble des monarchies pétrolières du Golfe dans la déstabilisation de la région. Un conflit fortement internationalisé, dont on doit rappeler qu'il a causé en sept ans la mort de 350.000 personnes, dont plus de 100.000 civils. Homme d'action et de réflexion, Frédéric Pichon

a développé une expertise économique sur la stabilisation et la reconstruction post-conflit. A ses yeux, "le marché syrien de la reconstruction est aussi le laboratoire de ce que peuvent faire - ou ne pas faire - seules, les entreprises des pays émergents". C'est ainsi qu'il conseille et accompagne tant des journalistes que des entrepreneurs désireux de se rendre en Syrie pour participer au processus de reconstruction en cours.

Frédéric Pichon intervient en outre régulièrement en tant qu'expert auprès des médias français (RFI, France 24, BFMtv, Itélé, France2, LCI) et internationaux, tout en collaborant régulièrement à des revues de référence (*Politique Etrangère, Politique Internationale, Diplomatie, Conflits*). Il vient d'ailleurs de coordonner un numéro spécial des Cahiers de l'Orient, *Syrie – A chacun sa part* (n° 131, juin 2018). Il est aussi l'auteur de *Syrie, une guerre pour rien* (Le Cerf, 2017), *Syrie, pourquoi l'Occident s'est trompé* (Editions du Rocher, réédition 2016, préface de Renaud Girard), *Géostratégie du Moyen Orient* (Uppr, 2015), *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord* (avec Tancred Jossier et Florian Louis - PUF, collection Major, 2012).

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de Grenoble Ecole de Management pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (*Communication & Influence* n°19, mai 2010) [Photos DR] ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.